



Jour de carence, salaires, conditions de travail, le mépris, ça suffit ! Toutes et tous en grève et en manifestation le 5 décembre, pour les Services Publics, notre bien commun

La colère est grande dans la Fonction publique. Le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, tient un discours qui relève du fonctionnaire bashing et multiplie les contrevérités. Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie sont des mesures punitives comme si les fonctionnaires étaient coupables d'être malades alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé. Cette baisse du traitement pénalisera les agents, tout particulièrement celles et ceux en situation de précarité, mais aussi davantage les femmes.

Jours de carence, diminution de l'indemnisation de l'arrêt maladie, suppression de la GIPA, gel de la valeur du point d'indice et absence de mesure salariale pour les agents dans le budget 2025 : **le gouvernement stigmatise les fonctionnaires et contractuel.les**, et dans le même temps organise la dégradation de notre pouvoir d'achat. Elles et ils tiennent pourtant à bout de bras le Service Public comme elles et ils ont su le faire pendant les crises du Covid, malgré les coupes budgétaires de ces dernières années que ce soit dans la Santé, l'Education ou la Territoriale.

Cette absence de revalorisation et même de considération ne peut qu'aggraver la crise de recrutement qui persiste dans les trois versants de la Fonction publique, et ce qui fragilise et dégrade le service rendu aux usager.es

Dernière provocation du Sénat, un amendement voté en pleine nuit pour instaurer une «*contribution de solidarité*» : 7 heures de travail non rémunérées à un moment où le pouvoir d'achat est en berne, que les traitements et les salaires n'évoluent pas ou peu et que les annonces de plans de suppressions d'emplois ne cessent de se succéder. Inacceptable, c'est un nouveau coup bas porté au monde du travail, public comme privé.

Nos organisations, Cfdt, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, dénoncent **cette politique brutale qui saborde les services publics**. Nous dénonçons également la multiplication des propos méprisants contre les personnels de la Fonction Publique qui ne se sont pas engagés dans ces métiers pour être des punching-ball et alimenter le buzz politico-médiatique.

Nous exigeons le retrait des mesures Kasbarian, la suppression du jour de carence, le rétablissement de la GIPA, une revalorisation du point d'indice.

Nous exigeons des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques, des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels, l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales, la refonte des grilles indiciaires, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, l'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini ».

Dès maintenant, nous appelons les personnels à se réunir pour s'informer, **préparer la grève et toutes autres modalités d'actions** pour dire stop, et discuter des suites. La participation de toutes et tous sera décisive : c'est bien par **une mobilisation massive dès le 5 décembre** que nous pourrons peser, inscrire les actions dans la durée... et gagner !

**Première journée de Grève le 5 décembre
Rassemblement et manifestation 10h, place du 1^{er} mai**

**Ne les laissons pas faire, arrêtons-les maintenant !
Nous ne voulons pas être les variables d'ajustement d'une crise
dont le gouvernement est responsable !**